

# Robert Mugabe

**Robert Mugabe**, né le 21 février 1924 à Kutama en Rhodésie du Sud (actuel Zimbabwe) et mort le 6 septembre 2019 à Singapour, est un homme d'État zimbabwéen. Il est Premier ministre de 1980 à 1987 et président de la République de 1987 à 2017.

D'obédience marxiste, il participe à la fondation de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) et mène une guérilla contre le gouvernement d'Ian Smith en Rhodésie du Sud, ce qui fait de lui un des « pères de l'indépendance » du pays, qui devient le Zimbabwe. Après être devenu Premier ministre du pays, il en accède sept ans plus tard à la présidence, instaurant un régime présidentiel. Cette fonction lui permet de continuer à assurer l'essentiel du pouvoir, auparavant détenu par le chef du gouvernement.

Son engagement anticolonialiste assure sa popularité auprès d'une partie de sa population et du continent africain. Cependant, il est accusé de faire reculer les libertés individuelles et de favoriser le racisme antiblanche, notamment par une politique de confiscation de terres et d'expulsions. Au niveau économique, sa présidence est marquée par une explosion du taux de chômage, par une hyperinflation, par des famines et par la décision de pays occidentaux d'imposer au Zimbabwe des sanctions économiques.

Fin 2017, alors qu'il dirige *de facto* le pays depuis 37 ans et qu'il est le plus âgé des chefs d'État en exercice dans le monde, il est victime d'un coup d'État qui conduit le Parlement à engager une procédure de destitution à son encontre. Il démissionne alors de la présidence du Zimbabwe et meurt deux ans plus tard dans un hôpital singapourien.

## Sommaire

### Famille et jeunesse

- Origines
- Formation
- Vie privée
- Chef de guérilla

### Premier ministre

### Président de la République

- Débuts
- Réélection contestée de 2008
- Dernier mandat
- Coup d'État de 2017 et démission

### Après le pouvoir

- Dernières années
- Mort, deuil et inhumation

### Bilan et controverses

- Réforme agraire et racisme antiblanche
- Libertés publiques
- Situation économique
- Position sur l'homosexualité
- Sanctions internationales
- Éloge d'Adolf Hitler
- Éducation

### Reconnaissance

### Notes et références

- Notes
- Références

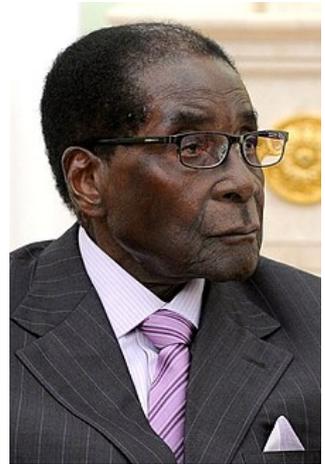
### Voir aussi

- Bibliographie
- Liens externes

## Famille et jeunesse

### Origines

Robert Mugabe



Robert Mugabe en 2015.

#### Fonctions

#### Président de la République du Zimbabwe<sup>a</sup>

**31 décembre 1987 – 21 novembre 2017**<sup>c</sup>  
(29 ans, 10 mois et 21 jours)

**Élection** 23 mars 1990

**Réélection** 17 mars 1996

11 mars 2002

27 juin 2008

31 juillet 2013

**Vice-président** Simon Muzenda <sup>(en)</sup>

Joshua Nkomo

Joseph Msika <sup>(en)</sup>

Joice Mujuru

John Nkomo <sup>(en)</sup>

Emmerson Mnangagwa

Phelekezela Mphoko

**Premier ministre** Morgan Tsvangirai

**Prédéceseur** Canaan Banana

**Successeur** Emmerson Mnangagwa

#### Premier ministre du Zimbabwe

**18 avril 1980 – 31 décembre 1987**  
(7 ans, 8 mois et 13 jours)

**Président** Canaan Banana

**Prédéceseur** Abel Muzorewa

**Successeur** Morgan Tsvangirai  
(indirectement)

#### Président de l'Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique<sup>b</sup>

**18 mars 1975 – 19 novembre 2017**  
(42 ans, 8 mois et 1 jour)

**Prédéceseur** Herbert Chitepo

**Successeur** Emmerson Mnangagwa

#### Président de l'Union africaine

**30 janvier 2015 – 30 janvier 2016**  
(1 an)

**Prédéceseur** Mohamed Ould Abdèl Aziz

**Successeur** Idriss Déby

Né le 21 février 1924<sup>1</sup>, fils d'un immigré du Nyassaland (devenu Malawi), Robert Gabriel Mugabe grandit à la mission catholique jésuite de Kutama au nord-est de la capitale Salisbury. Son père abandonnant le foyer familial alors qu'il n'a que 10 ans, Robert Mugabe est élevé par sa mère dont il est très proche. Enfant solitaire, il manifeste un goût prononcé pour la lecture et les études<sup>2</sup>. Du côté de sa mère, il est issu de l'ethnie majoritaire des Shonas.

## Formation

Diplômé en enseignement à l'âge de 17 ans, il rejoint l'université de Fort Hare, en Afrique du Sud, pour y étudier l'anglais et l'histoire. Il y côtoie Julius Nyerere, Herbert Chitepo, Robert Sobukwe et Kenneth Kaunda.

Il est diplômé en 1951, puis poursuit ses études à Driefontein à Salisbury (1953), à Gwelo (1954) et au Tanganyika (1955-1957). Il obtient par correspondance une licence en enseignement à l'université d'Afrique du Sud et une licence d'économie à l'université de Londres.

Il enseigne pendant trois ans à Lusaka, capitale de l'ex-Rhodésie du Nord, puis à Accra au Ghana, première colonie d'Afrique ayant accédé à l'indépendance, où il s'éprend d'une collègue, Sally Hayfron, sa première femme, qu'il épouse en 1961.

## Vie privée



Robert et Grace Mugabe en 2013.

En 1961, Robert Mugabe épouse Sally Hayfron, avec qui il a un fils, Michael Mugabe (1963-1966).

Il est emprisonné lorsqu'il apprend la mort brutale de son fils âgé de trois ans. Il demande une dérogation pour assister aux obsèques, mais le régime de Ian Smith la lui refuse<sup>2</sup>.

Alors qu'il est toujours marié à Sally Hayfron, il commence en 1987 une relation extra-conjugale avec sa secrétaire, Grace Marufu. Celle-ci donne naissance à une fille, Bona (née en 1988), et à un garçon, Robert (né en 1990). En 1996, quatre ans après la mort de Sally Hayfron des suites d'une maladie, Robert Mugabe épouse Grace Marufu. En 1997, cette dernière donne naissance à un troisième enfant, Chatunga<sup>3</sup>.

En tant que Première dame du Zimbabwe, Grace Mugabe a la réputation d'aimer les vêtements et les bijoux de luxe<sup>4</sup>. Ses virées *shopping* lui valent le quolibet de « Gucci Grace »<sup>5</sup>. Elle est également régulièrement accusée d'être corrompue<sup>6,7</sup>.

## Chef de guérilla

En 1960, Robert Mugabe revient en Rhodésie du Sud, converti à l'idéologie marxiste et se déclarant « marxiste-léniniste-maoïste »<sup>8</sup>. Il se joint au Ndébélé<sup>9</sup> Joshua Nkomo et au Parti national démocratique (NDP), qui devient par la suite l'Union du peuple africain du Zimbabwe (ZAPU). Le parti est interdit par le gouvernement blanc d'Ian Smith.

En 1963, Robert Mugabe, Shona, crée son propre parti, l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), avec le révérend Ndabaningi Sithole (en) et l'avocat Herbert Chitepo ; il en devient secrétaire général. La ZANU et la ZAPU seront longtemps séparés par cette frontière ethnique entre Shonas et Ndébélés. En 1964, Robert Mugabe est arrêté avec d'autres chefs de file nationalistes et emprisonné pendant dix ans au camp de restriction de Gonakudzingwa (en), à la frontière entre la Rhodésie du Sud et le Mozambique. Il étudie alors le droit et consolide son influence sur le mouvement nationaliste<sup>10</sup>.

Relâché en 1974 sous les pressions de John Vorster, Premier ministre d'Afrique du Sud qui cherche à trouver des interlocuteurs modérés au gouvernement blanc d'Ian Smith, il quitte le pays pour le Mozambique, où il prend la direction de la branche militaire de la ZANU, la *Zimbabwe African National Liberation Army* (ZANLA), pour mener la guérilla contre le gouvernement d'Ian Smith avec le soutien des communistes du Front de libération du Mozambique<sup>2</sup>.

Herbert Chitepo est assassiné le 18 mars 1975 en Zambie, dans un attentat à la voiture piégée. Robert Mugabe peut alors prendre complètement le contrôle de la ZANU, tandis que le révérend Ndabaningi Sithole renonce au combat armé et crée un parti politique modéré, l'Union nationale africaine du Zimbabwe - Ndonga.

Le 3 mars 1978, les accords de Salisbury, signés par Ian Smith avec des dirigeants noirs modérés comme Abel Muzorewa et Ndabaningi Sithole, aboutissent au principe d'élections multiraciales et à la fin de la domination blanche. La guerre a fait entre vingt et trente mille morts<sup>2</sup>. Les élections de 1979 sont remportées par l'UANC de Canaan Banana et d'Abel Muzorewa, l'UANC étant le seul parti noir ayant renoncé à la violence et autorisé ainsi à concourir. Abel Muzorewa devient le nouveau Premier ministre de la nouvelle Zimbabwe-Rhodésie le 1<sup>er</sup> juin 1979. Cependant, le nouveau régime n'obtient pas de reconnaissance internationale du fait des restrictions imposées aux autres partis politiques noirs n'ayant pu participer aux élections.

Le pays redevient la colonie britannique de Rhodésie du Sud en décembre 1979 et les accords de Lancaster House aboutissent à un accord général, dont l'octroi de garanties économiques et politiques pour la minorité blanche et des élections multiraciales prévues pour 1980. Entre autres choses, les accords reconnaissent un certain nombre de privilèges à la population blanche, lui attribuant un cinquième des sièges de l'Assemblée et empêchant au futur gouvernement de réformer la structure agraire durant dix ans, alors que les propriétaires blancs détiennent la majorité des terres, dont généralement les plus fertiles<sup>2</sup>.

Après une campagne électorale marquée par des intimidations de toutes parts, l'intrusion des forces de sécurité et des fraudes, les Shonas votent massivement pour leur parti communautaire, la ZANU de Robert Mugabe. Le 4 mars 1980, la ZANU emporte 57 des 80 sièges réservés aux Noirs alors que les 20 sièges du collège électoral blanc sont tous remportés par le Front rhodésien d'Ian Smith.

## Biographie

<b>Nom de naissance</b>	Robert Gabriel Karigamombe Mugabe
<b>Date de naissance</b>	21 février 1924
<b>Lieu de naissance</b>	Mission Kutama, district de Zvimba (Rhodésie du Sud)
<b>Date de décès</b>	6 septembre 2019 (à 95 ans)
<b>Lieu de décès</b>	Singapour
<b>Nature du décès</b>	Cancer
<b>Sépulture</b>	Kutama (Zimbabwe)
<b>Nationalité</b>	Zimbabwéenne
<b>Parti politique</b>	ZANU (1963-1987) ZANU-PF (1987-2017)
<b>Conjoint</b>	Sally Hayfron (1961-†1992) Grace Marufu (1996-2019)
<b>Diplômé de</b>	Université de Fort Hare Université de Londres Université d'Afrique du Sud
<b>Profession</b>	Enseignant
<b>Religion</b>	Catholicisme
	
 	
	Premiers ministres du Zimbabwe Présidents de la République du Zimbabwe Présidents de l'Union africaine

## Premier ministre

Le 18 avril 1980, Robert Mugabe devient Premier ministre du nouvel État du Zimbabwe, tandis que Canaan Banana en devient le président. Mugabe rassure la population blanche à l'occasion d'un discours fondé sur l'apaisement et la réconciliation. Il reconduit par ailleurs les chefs des services de renseignements de l'ancien régime, et nomme deux ministres blancs<sup>2</sup>.

À la tête du gouvernement, Robert Mugabe entend bâtir un nouveau pays sur la base d'une alliance entre Shonas et Ndébélés. Il tente d'incorporer la ZAPU dans sa ZANU et offre à Nkomo de prestigieux portefeuilles ministériels. Mais les revendications et les attentes sociales des Shonas l'entraînent à mener une politique plus nationaliste et ethnique. En 1982, pour fêter les deux ans d'indépendance, il fait rebaptiser toutes les villes du pays, à commencer par Salisbury, nommée désormais Harare. Il choisit également d'investir massivement dans les secteurs de la santé et de l'agriculture<sup>2</sup>.

Les années 1980 constituent une période faste dans l'histoire du Zimbabwe. L'accent est mis sur l'éducation et la santé, secteurs dont les Noirs avaient été presque entièrement privés sous le régime de Ian Smith. En 1992, une étude de la *Banque mondiale* indique que plus de 500 centres de santé ont été construits depuis 1980. Le pourcentage d'enfants vaccinés est passé de 25 % en 1980 à 67 % en 1988 et l'espérance de vie de 55 à 59 ans au cours de la même période. Le taux de scolarisation a augmenté de 232 % une année après que l'enseignement primaire ait été rendu gratuit et les effectifs de l'enseignement secondaire ont augmenté de 33 % en deux ans. Ces politiques sociales ont aussi pour conséquence l'augmentation du taux d'endettement<sup>11</sup>.

Plusieurs lois sont adoptées dans les années 1980 pour tenter de diminuer les écarts salariaux. Les écarts sont toutefois restés considérables. En 1988, la loi donne aux femmes, au moins en théorie, des droits identiques à ceux des hommes. Elles ne pouvaient auparavant prendre que peu d'initiatives personnelles sans le consentement de leur père ou de leur mari. Sur les questions économiques, le gouvernement s'abstient de toute politique socialiste, désirant conserver la confiance du capitalisme local et international. La plus grande partie de l'économie reste entre les mains du secteur privé<sup>11</sup>.

En 1983, une rébellion ndébélé met fin à l'union ZANU-ZAPU et une guerre civile ensanglante la province du Matabeleland. Robert Mugabe y déploie sa 5<sup>e</sup> brigade, une force spéciale formée par des instructeurs nord-coréens<sup>2</sup>. En effet, il s'était rapproché de la Chine et de la Corée du Nord depuis plusieurs années, dans un contexte où les nationalistes africains s'étaient scindés entre pro-Moscou et pro-Pékin<sup>7</sup>. Nkomo est démis de ses fonctions. La répression de l'armée est brutale contre les Ndébélés : quelque 10 000 d'entre eux y perdent la vie. En 1987, un accord de paix met fin à la guerre civile et la ZAPU se fond dans l'Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique (ZANU-PF). C'est également l'année de la fin du collège électoral blanc et de leur représentation assurée de 20 députés, signifiant la fin du rôle politique des Blancs dans le pays. Mugabe prend la fonction de président de l'État aux pouvoirs élargis, abolissant le poste de Premier ministre.

## Président de la République

### Débuts

Robert Mugabe nomme *Joshua Nkomo* à la fonction de vice-président en 1988<sup>12</sup>.

En 1990, il est élu président de la République et fait part de son intention d'imposer institutionnellement la ZANU-PF comme parti unique et de transformer l'État en régime marxiste<sup>[réf. nécessaire]</sup>. La chute du mur de Berlin et l'effondrement des régimes communistes en Europe empêchent cette mutation, du moins en droit<sup>[réf. nécessaire]</sup>.

Au début des années 1990, il se rapproche du FMI et la Banque mondiale et applique sur leur recommandation une sévère cure d'austérité. Des dizaines de milliers d'emplois publics sont supprimés et la dépense publique est drastiquement réduite. Ces réformes impopulaires génèrent un fort mécontentement et une montée du chômage<sup>2</sup>.

Robert Mugabe est réélu en 1996, à la suite du retrait de ses adversaires Abel Muzorewa et du révérend Ndabaningi Sitholé. Lors de l'élection présidentielle de 2002, Robert Mugabe obtient 56 % des voix contre *Morgan Tsvangirai*, président du tout nouveau *Mouvement pour un changement démocratique* (en) (MDC).

En 1997, Laurent-Désiré Kabila s'empare du pouvoir au Zaïre, rebaptisé République démocratique du Congo, mais doit rapidement faire face à la rébellion d'une partie de ses troupes soutenue par l'Ouganda et le Rwanda. Robert Mugabe apporte son soutien au pouvoir de Kinshasa en envoyant 20 000 hommes en RDC, au côté des Angolais et des Namibiens. Mugabe obtiendra ensuite le droit d'exploitation d'une mine de cobalt (un des plus grands gisements du monde) et un accès au trafic de diamants<sup>13</sup>. Le cuivre congolais, de très bonne qualité, viendra alimenter les industries zimbabwéennes.

### Réélection contestée de 2008

Les élections générales de 2008 interviennent alors que le Zimbabwe, ancien grenier à maïs de l'Afrique australe, est en ruine, avec une hyperinflation annuelle proche de 165 000 %, quatre adultes sur cinq au chômage et les pénuries alimentaires et énergétiques les plus graves de l'histoire du pays<sup>14,15,16</sup> et alors que l'espérance de vie est tombée à 56 ans. Mais Robert Mugabe bénéficie encore du soutien de l'armée et de campagnes de répression visant les partis rivaux<sup>17</sup>.

Pour l'élection présidentielle de 2008, Robert Mugabe affronte notamment *Morgan Tsvangirai* (MDC) et *Simba Makoni* (dissident de la ZANU-PF). Les élections ont lieu en l'absence de la plupart des correspondants de la presse étrangère et des observateurs européens et américains. Aux termes d'un long décompte, la Commission électorale du Zimbabwe déclare que le MDC a gagné les élections législatives en remportant 105 sièges contre 95 à la ZANU-PF, alors qu'au Sénat les deux partis se retrouvent à égalité. L'absence de publication des résultats de l'élection présidentielle fait craindre au MDC que la Commission électorale – dont les membres ont été nommés par Robert Mugabe – ne manipule les résultats. Le MDC affirme que Morgan Tsvangirai l'a emporté avec 50,5 % des voix<sup>18</sup>.



Robert Mugabe en 1982.



Robert Mugabe en 2009.

Jusqu'à cette campagne électorale, Robert Mugabe bénéficiait d'un soutien quasi sans faille de ses pairs africains, notamment de ceux de la Communauté de développement des pays d'Afrique australe. À la suite d'exactions commises par ses partisans, Robert Mugabe est lâché par plusieurs pays voisins, comme la Zambie, le Botswana, l'Angola et le Swaziland<sup>19</sup>. Dans le même temps, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, apporte son soutien à la demande de Morgan Tsvangirai appelant au report du second tour de la présidentielle en raison de « violences et intimidations »<sup>20</sup>. Dans une résolution, le Conseil de sécurité des Nations unies accuse l'exécutif zimbabwéen d'avoir « dénié à ses opposants politiques le droit de faire librement campagne »<sup>21</sup>.

Les résultats officiels du premier tour de l'élection présidentielle indiquent que Morgan Tsvangirai a obtenu 47,9 %, contre 43,2 % à Robert Mugabe<sup>22</sup>. Jugeant impossible l'organisation d'un second tour « libre et équitable », Morgan Tsvangirai se retire du second tour<sup>23</sup>. Le 25 juin 2008, Robert Mugabe est déchu de son titre de chevalier honoraire par la Grande-Bretagne<sup>24</sup> et se voit désavoué par Nelson Mandela<sup>25</sup> et par la Communauté de développement d'Afrique australe<sup>26,27</sup>.

Au second tour, Robert Mugabe obtient 2 150 000 voix contre 233 000 pour Morgan Tsvangirai, qui n'était pas candidat<sup>28</sup>. Des juristes internationaux, les États-Unis et l'Union européenne considèrent que ce second tour, organisé hors délai, n'a aucune valeur au regard de la loi électorale du pays<sup>29,30,31</sup>. Réunis lors d'un sommet de l'Union africaine, les chefs d'État africains estiment que « le scrutin au Zimbabwe n'a pas été conforme aux normes de l'Union africaine sur les élections démocratiques », dénoncent l'absence « d'accès équitable aux médias publics »<sup>32</sup> et appellent à un partage du pouvoir entre Robert Mugabe et Morgan Tsvangirai dans un gouvernement d'union nationale<sup>33</sup>.

## Dernier mandat

Le 31 juillet 2013, Robert Mugabe est réélu président de la République. Alors que de nombreuses irrégularités sont constatées<sup>34</sup>, l'Union africaine atteste de la régularité du scrutin<sup>35</sup>. Le 22 août suivant, il prête serment pour un nouveau mandat de cinq ans<sup>36,37</sup>.

Robert Mugabe limoge, le 9 décembre 2014, sa vice-présidente Joice Mujuru, un temps considérée comme sa dauphine politique, ainsi que huit ministres proches de cette dernière<sup>38</sup>. Il nomme Emmerson Mnangagwa au poste de premier vice-président de la République.

Le 17 octobre 2017, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le nomme « ambassadeur de bonne volonté » en invoquant « les efforts de Harare contre le tabac et contre les maladies non transmissibles ». Cette nomination entraîne de vives réactions en raison des nombreuses violations des droits de l'homme reprochées à Mugabe et de l'effondrement du système de santé du Zimbabwe sous son gouvernement<sup>39</sup>. Le 22 octobre 2017, Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, annonce qu'il renonce à sa nomination<sup>40</sup>.



Robert Mugabe et Vladimir Poutine en 2015.

## Coup d'État de 2017 et démission

En raison de l'âge avancé du président Mugabe, qui célèbre ses 93 ans en février 2017, la question de sa succession devient un enjeu important dans le milieu politique zimbabwéen. Mugabe annonce son intention de voir son épouse, Grace Mugabe, lui succéder, et écarte de la ZANU-PF et du gouvernement les rivaux potentiels de cette dernière<sup>41</sup>. Le 4 novembre, Robert Mugabe déclare qu'il souhaite que son épouse devienne vice-présidente. Le 5 novembre, celle-ci lui demande publiquement de lui céder directement la présidence de la République. Le limogeage du vice-président Emmerson Mnangagwa, le 6 novembre, a ainsi pour objectif de conforter la Première dame, mais déplaît aux forces armées du Zimbabwe<sup>42</sup>.

Le 15 novembre 2017, le général Sibusiso Moyo annonce à la télévision nationale prendre le contrôle des rues afin « d'éliminer des criminels proches du président Mugabe »<sup>43</sup>. Le chef de l'État et sa femme sont placés en résidence surveillée par l'armée<sup>44,45</sup>. Le 16 novembre, Robert Mugabe continue de se considérer comme le seul dirigeant légitime du Zimbabwe et refuse la médiation du prêtre catholique Fidelis Mukonori<sup>46</sup>. Le 18 novembre, des dizaines de milliers de personnes défilent dans les rues d'Harare, avec l'appui des forces armées et de la ZANU-PF, pour exiger la démission du président<sup>47</sup>.

Le 19 novembre, le comité central de la ZANU-PF destitue Robert Mugabe de sa fonction de président du parti et l'exclut du parti. Emmerson Mnangagwa est désigné président du parti et candidat de celui-ci à l'élection présidentielle de 2018<sup>48</sup>. Le soir-même, Robert Mugabe s'adresse au pays par voie télévisée, en présence d'officiers militaires. Alors que l'annonce de sa démission est attendue, il refuse de la prononcer et annonce son intention de présider la conférence de la ZANU-PF en décembre<sup>49</sup>. Le 21 novembre, le Parlement ouvre une session pour préparer les travaux de destitution de Robert Mugabe de sa fonction de président du Zimbabwe.

Dans une lettre remise au président de l'Assemblée nationale le 21 novembre 2017, Robert Mugabe annonce finalement sa démission<sup>50</sup>. Des célébrations éclatent dans les rues de Harare<sup>51</sup>. Emmerson Mnangagwa est désigné président et prête serment le 24 novembre<sup>52,53</sup>. La justice zimbabwéenne déclare le coup d'État constitutionnel le 25 novembre, et annule rétroactivement le limogeage d'Emmerson Mnangagwa de son poste de premier vice-président<sup>54</sup>.



Manifestation pour la démission de Robert Mugabe le 19 novembre 2017.

## Après le pouvoir

### Dernières années

Lors de sa prestation de serment, Emmerson Mnangagwa promet de rompre avec l'ancien régime, tout en reconnaissant Robert Mugabe comme le « père de la nation »<sup>55</sup>. Le 27 novembre 2017, le nouveau président fait du 21 février, jour de l'anniversaire de Robert Mugabe, un jour férié appelé « Journée de la jeunesse Robert Gabriel Mugabe »<sup>56</sup>.

Robert Mugabe affirme, le 15 mars 2018, que son renversement constitue un coup d'État<sup>57</sup> et que son successeur n'est pas légitime<sup>58</sup>. Le 20 avril 2018, il est convoqué au Parlement pour s'expliquer au sujet de la disparition de 15 milliards de dollars tirés de mines de diamants sous sa présidence<sup>59</sup>, mais l'audition, prévue pour le 8 mai, est reportée<sup>60</sup>.

À la veille du premier tour de l'élection présidentielle, le 29 juillet 2018, il annonce son intention de voter pour le candidat d'opposition Nelson Chamisa, qui a pris la succession de Morgan Tsvangirai à la mort de celui-ci<sup>61</sup>. Le président sortant est finalement réélu aux termes d'un scrutin contesté.

Après avoir été poussé à la démission, Mugabe estime avoir été « trahi » par l'armée, le peuple et les Zimbabwéens. En colère, ses proches estiment que sa chute aurait provoqué progressivement sa mort<sup>62</sup>.

## Mort, deuil et inhumation

Très affaibli, il se rend à Singapour pour recevoir des soins, aucun hôpital zimbabwéen n'étant en mesure de le faire correctement en raison de la dégradation du système de santé du pays<sup>63</sup>. Il meurt le 6 septembre 2019 à 95 ans, dans un établissement singapourien où il était hospitalisé depuis quatre mois<sup>64,65</sup>. Son successeur Emmerson Mnangagwa révèle qu'il souffrait d'un cancer à un stade avancé<sup>66</sup>. Plusieurs jours de deuil national sont décrétés, jusqu'à ses funérailles, et l'ensemble de la classe politique lui rend hommage<sup>67</sup>. Son corps est rapatrié le 10 septembre 2019<sup>68</sup>.

Peu avant sa mort, n'acceptant toujours pas d'avoir dû quitter le pouvoir, Mugabe avait refusé d'être inhumé dans la nécropole nationale de Heroes Acre<sup>63</sup>. Alors que les autorités annoncent qu'il doit être enterré le 15 septembre dans la nécropole nationale<sup>69,70</sup>, sa famille obtient qu'il soit inhumé dans un mausolée à construire dans les 30 jours, au sein de l'édifice<sup>71</sup>. Il est finalement inhumé dans son village natal de Kutama, le 28 septembre 2019<sup>72</sup>.

## Bilan et controverses

Au moment de quitter le pouvoir, le bilan présidentiel de Robert Mugabe est jugé très négatif<sup>73,74,75</sup>. Laissant un pays ruiné (une inflation à six chiffres et un taux de chômage proche de 90 %<sup>41</sup>), où, *de facto*, un parti unique domine tous les secteurs du pays depuis plusieurs décennies, il est également critiqué pour les violations des droits de l'homme et de la liberté d'expression qui y ont cours<sup>76</sup>.

### Réforme agraire et racisme antiblanc

Quand Robert Mugabe arrive au pouvoir, 40 % des terres agricoles appartiennent à 6 000 fermiers blancs<sup>77</sup>. Dans un premier temps, Robert Mugabe les rassure contre toute expropriation forcée et quelques milliers d'hectares sont redistribués pacifiquement, souvent à des partisans du régime. Comme il l'a fait précédemment au Kenya, le Royaume-Uni prévoit alors de financer le rachat progressif des terres en vue de leur redistribution<sup>77</sup>.

Mais, à partir des années 1990, alors que le Zimbabwe voit sa situation économique se dégrader, Robert Mugabe abandonne toute référence à l'unité nationale et dénonce un complot « blanc » qui viserait à se débarrasser de lui<sup>77</sup>. Il s'en prend continuellement aux Occidentaux, plus particulièrement à Tony Blair, qu'il accuse de néo-colonialisme.



Robert Mugabe en 2009.

En 2000, il soumet à référendum une nouvelle constitution incorporant notamment une réforme agraire avec des expropriations sans compensation et une amnistie permanente aux militaires et aux membres du gouvernement. Le 11 février 2000, ce projet de nouvelle constitution est rejeté par 54,7 % des votants, ce qui constitue le premier sérieux revers pour Robert Mugabe. Le 6 avril 2000, le président passe outre ce vote pour imposer sa réforme agraire en recourant à la violence des milices de pseudo-anciens combattants, conduits par Chenjerai Hunzvi. La plupart des fermiers blancs sont expropriés et plusieurs sont assassinés<sup>78</sup>. Robert Mugabe est régulièrement accusé de nourrir les hostilités envers les fermiers blancs du Zimbabwe et de les rendre responsables de l'échec de sa réforme agraire pour sauver son pouvoir<sup>79,41</sup>.

À plusieurs reprises, il tient des déclarations jugées racistes envers les Blancs<sup>77</sup> :

- « L'homme blanc est ici comme le second citoyen : vous êtes en numéro un. Il est numéro deux ou trois. C'est ce qui doit être enseigné à nos enfants » ;
- « Notre parti doit continuer de faire entrer la peur dans le cœur de l'homme blanc, notre véritable ennemi » ;
- « Nous disons non aux Blancs qui possèdent nos terres. Ils doivent partir. Il n'y a pas de place pour eux ici » ;
- « Le seul homme blanc que vous pouvez croire est l'homme blanc mort ».

Le Zimbabwe connaît un exode massif des Blancs vers l'étranger : leur nombre passe ainsi de 250 000 en 1980 à 40 000 en 2015, avec moins de 200 propriétaires terriens<sup>77,80</sup>. Alors que les Blancs assuraient 80 % du revenu national, cette politique agraire favorise la famine dans l'ancien grenier à maïs de l'Afrique. D'exportateur, le pays devient importateur<sup>41</sup>. En 2016, constatant la répercussion néfaste de ses mesures sur la production agricole, Robert Mugabe appelle au retour au pays des fermiers blancs contraints à l'exil<sup>80</sup>.

### Libertés publiques

Robert Mugabe est personnellement mis en cause en 2001 par le Parlement européen pour sa responsabilité dans le chaos que connaît le pays et les « atteintes massives » aux droits de l'homme, à la liberté d'opinion et à la liberté de la presse. Dans sa résolution, le parlement pointe le « climat de peur et de désespoir » que ressent l'ensemble de la population, conséquence directe des interventions de Robert Mugabe<sup>81</sup>.

En 1982, Robert Mugabe reconnaît que son régime a recours à la torture<sup>8</sup><sup>[source insuffisante]</sup>.

Les élections parlementaires des 24 et 25 juin 2000 sont les premières élections libres que connaît le Zimbabwe depuis celles de février 1980. À la suite de l'échec du référendum organisé quelques mois plus tôt sur la réforme agraire, l'opposition regroupée dans le nouveau Mouvement pour le changement démocratique redevient crédible et est capable de mettre en échec la puissante ZANU-PF et le président Mugabe. Dans un climat de violences et d'occupation de fermes, le MDC n'échoue que de peu, avec 47 % des voix contre 48,6 % à la ZANU. Malgré cette faible majorité de la ZANU-PF, le contrôle de celle-ci sur la chambre n'est pas menacé grâce à l'appoint des 20 députés supplémentaires nommés par le président Mugabe (correspondant à ce qui était autrefois le quota de députés réservés aux électeurs blancs).

Robert Mugabe refuse la même année une proposition de Kofi Annan, alors secrétaire général des Nations unies, visant à se retirer du pouvoir en contrepartie d'un asile politique et de compensations financières<sup>82,83</sup>.

Après les élections de 2002 et les premières sanctions internationales qui s'ensuivent, Mugabe abandonne toute courtoisie et met fin au semblant de démocratie en limitant drastiquement la liberté de la presse, en muselant l'opposition, en recourant à la torture et à l'assassinat des membres d'opposition avec l'aide d'un de ses anciens opposants, Jonathan Moyo, promu ministre de l'Information.

À partir de 2005, dans le cadre de l'opération *Murambatsvina* (en) (« chasser la saleté »), près de 700 000 personnes sont expulsées de la capitale, sans avoir d'autre lieu où se loger, pour « assurer la sécurité » dans Harare. Ces destructions de bidonvilles visent à frapper les quartiers qui avaient voté le plus pour l'opposition à Robert Mugabe.

En mars 2007, un rassemblement de l'opposition tente de manifester contre l'interdiction des manifestations et des rassemblements politiques, contre l'intention du président Robert Mugabe de se présenter à un nouveau mandat en 2008 et pour dénoncer la crise sociale, économique et politique que connaît le Zimbabwe depuis l'an 2000. La police arrête 50 militants (dont le chef de file du MDC, Morgan Tsvangirai) et les passe sévèrement à tabac. Une militante du MDC est tuée par balles. À cette époque, il affirme qu'il est « diplômé en violence »<sup>84</sup>.

Robert Mugabe n'en reste pas moins populaire chez certaines personnalités politiques africaines<sup>85</sup> : il reçoit le soutien de Sam Nujoma et d'autres chefs de file africains. Cette popularité s'explique notamment par l'aspect anticolonialiste de sa politique<sup>86</sup>.

Mais d'autre déplorent le tournant dictatorial du régime<sup>87,88</sup> : Desmond Tutu, l'ancien archevêque du Cap, le traite de « caricature de dictateur africain » ; l'ancien président de la Zambie Kenneth Kaunda et le président du Botswana Festus Mogae le désavouent. Un sondage Gallup de 2011 publié en 2014 le classe parmi l'un des « despotes les plus détestés d'Afrique »<sup>89,90</sup>.

## Situation économique

Sous l'effet de la politique agraire du président Mugabe et des sanctions internationales résultant des atteintes aux droits de l'homme, le pays s'enfonce dans une crise sans précédent : 90 % des citoyens sont sans emploi dans les années 2010. Le pays autrefois prospère doit souscrire au programme alimentaire mondial tandis que les élites, blanches comme noires, émigrent. L'économie périclité à la suite de l'expropriation violente des Blancs dont les terres désormais en jachère ont été distribuées le plus souvent à des proches du régime. L'ancien pays exportateur de maïs et de viande doit dorénavant en importer.

Robert Mugabe affirme le 15 septembre 2005 que « les Zimbabwéens ne mouraient pas de faim », mais qu'ils refusaient de changer leur régime alimentaire pour manger des patates ou du riz. Robert Mugabe a affirmé à l'Associated Press que son peuple était « très, très heureux ». Le véritable problème résidait selon lui dans la dépendance au maïs, « mais cela ne veut pas dire que nous n'avons rien d'autre à manger : nous avons des tonnes de patates mais les gens ne sont pas des mangeurs de patates… Ils ont du riz mais cela ne les attire pas », déplorait Robert Mugabe<sup>91</sup>.

## Position sur l'homosexualité

Robert Mugabe a toujours affiché sa vive opposition à l'homosexualité, traitant les homosexuels de « porcs » ou de « chiens », et appelant la population à les dénoncer et les livrer à la police<sup>92</sup>. Présentant l'homosexualité comme « un péché contre nature », il s'est encore radicalisé entre 2008 et 2012, appelant à « castrer les homosexuels »<sup>93</sup>, ou à les décapiter<sup>94</sup>.

Lors de la campagne des élections de 2013, il a promis que, s'il était élu, il « ferait vivre un enfer aux homosexuels »<sup>95</sup>. Il critique systématiquement l'avancée des droits pour les homosexuels dans les autres pays africains, ou européens, en particulier lors des débats sur l'ouverture du mariage homosexuel<sup>96</sup>.

## Sanctions internationales

Robert Mugabe est condamné par l'ensemble des pays occidentaux et par des organisations telles qu'Amnesty International qui dénonce les atteintes aux droits de l'homme.

À la suite des élections de 2002, la Grande-Bretagne tente d'organiser avec les pays du Commonwealth des sanctions internationales. Appuyés par les pays occidentaux, les États-Unis et l'Australie, les Britanniques obtiennent difficilement la suspension du Zimbabwe du Commonwealth mais les pays africains font bloc autour du dictateur, justifiant son comportement par les abus du colonialisme. Le 8 décembre 2003, le Zimbabwe est suspendu pour 18 mois supplémentaires du Commonwealth. Mugabe riposte en retirant purement et simplement le Zimbabwe de l'organisation<sup>97</sup>.

Mugabe et ses proches sont également interdits de séjour en Europe et aux États-Unis. C'est sous ces pressions qu'il doit également retirer ses troupes du Congo.

En 2003, le Congrès des États-Unis impose une multitude de sanctions financières et économiques<sup>98</sup>, lesquelles sont dénoncées comme « racistes » par Robert Mugabe. En 2005, le président américain, George W. Bush, cite le Zimbabwe parmi les postes avancées de la tyrannie au côté de Cuba et de la Corée du Nord<sup>99</sup>.

En 2007, Robert Mugabe est le seul chef d'État africain à n'être pas invité par la diplomatie française au sommet France-Afrique de Cannes, qui se tient les 15 et 16 février. En effet, il est interdit de voyage sur le sol de l'Union européenne depuis plusieurs années, en raison de ses violations des droits de l'homme<sup>100</sup>. Son pays est alors plongé dans une profonde crise, battant chaque mois des records d'inflation, atteignant + 1 600 % en janvier 2007<sup>101</sup> et même 1 730 % en mars 2007<sup>102</sup>.

Catholique, il est néanmoins invité au Vatican en 2005, bravant ainsi son interdiction de séjour en Europe<sup>7</sup>.



Manifestation contre le régime de Mugabe à Londres en 2006.

## Éloge d'Adolf Hitler

Hostile à sa politique, la presse britannique décrit régulièrement Mugabe comme étant un « Hitler noir »<sup>103</sup>. Face à cette comparaison, il réplique en mars 2003 : « Hitler avait un seul objectif : la justice pour son peuple, la souveraineté pour son peuple, la reconnaissance de l'indépendance de son peuple et ses droits sur ses ressources. Si cela c'est Hitler, laissez-moi être le décuple de Hitler »<sup>d,104</sup>.

## Éducation

Le Zimbabwe affiche un taux d'analphabétisation parmi les plus élevés en Afrique à la fin des années 2000 (83 % chez les adultes selon l'UNESCO en 2008-2012)<sup>105,106</sup>.

## Reconnaissance

Le 27 novembre 2017, son successeur, Emmerson Mnangagwa, fait du 21 février, jour de l'anniversaire de Robert Mugabe, un jour férié, appelé « journée de la jeunesse Robert Gabriel Mugabe »<sup>107</sup>.

Le 6 septembre 2019, la Zanu-PF accorde le « statut de héros national » à Robert Mugabe<sup>108</sup>.

## Notes et références

### Notes

- Président de l'État du Zimbabwe du 31 décembre 1987 au 1<sup>er</sup> janvier 1991.
- Président de l'Union nationale africaine du Zimbabwe jusqu'en 1987.
- En résidence surveillée jusqu'à sa démission, du 14 au 21 novembre 2017, dans le cadre du coup d'État de 2017 au Zimbabwe.
- If that is Hitler, then let me be a Hitler tenfold. That is what we stand for.*

### Références

- (en) « Robert Mugabe | Biography & Facts » (https://www.britannica.com/biography/Robert-Mugabe), sur *Encyclopedia Britannica* (consulté le 7 décembre 2018)
- « Robert Mugabe: du héros de la libération au despote solitaire » (http://www.rfi.fr/afrique/20190816-zimbabwe-robert-mugabe-combattant-liberte-devenu-dictateur-illumine), sur *RFI Afrique* (consulté le 7 septembre 2019)
- https://web.archive.org/web/20090123095912/http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/744174.stm
- Martin Meredith, *Our Votes, Our Guns: Robert Mugabe and the Tragedy of Zimbabwe*, New York: Public Affairs. 2002, pp. 108-109.
- https://web.archive.org/web/20150402214602/http://nehandaradio.com/2014/11/16/gucci-grace-mugabe-worlds-first-female-dictator
- Martin Meredith, *Our Votes, Our Guns: Robert Mugabe and the Tragedy of Zimbabwe*, New York: Public Affairs. 2002, p. 109.
- Christopher Hitchens, « Mugabe, le pire des dictateurs africains » (http://www.slateafrique.com/1447/mugabe-pire-dictateur-africain), slateafrique.com, 2011.
- Le Monde*, 9 mars 2002.
- Ethnie du Zimbabwe issue des zoulous à partir d'une scission dans les années 1820.
- Agnès Faivre, « Robert Mugabe, l'homme qui vivait pour le pouvoir » (https://www.lepoint.fr/afrique/robert-mugabe-l-homme-qui-vivait-pour-le-pouvoir-06-09-2019-2333984\_3826.php), sur *Le Point* (consulté le 6 septembre 2019)
- Peter Makaye, « Zimbabwe's Socialist development experiment 1980-1989 », *IOSR Journal Of Humanities And Social Science*, 2013 (lire en ligne (https://www.researchgate.net/publication/272716856\_Zimbabwe%27s\_Socialist\_development\_experiment\_1980-1989))
- (en-us) Special to the New York Times, « Mugabe Now President of a One-Party Zimbabwe », *The New York Times*, 1<sup>er</sup> janvier 1988 (ISSN 0362-4331 (https://www.worldcat.org/issn/0362-4331&lang=fr), lire en ligne (https://www.nytimes.com/1988/01/01/world/mugabe-no-w-president-of-a-one-party-zimbabwe.html), consulté le 7 décembre 2018)
- US Embassy Diplomatic Cables - Référence 01VATICAN1261 du 6 mars 2001 - Wikileaks - Dans ce câble, le Vatican désigne le fils de Robert Mugabe comme un « key player in the exploitation of diamond mines » (un acteur clé dans l'exploitation des mines de diamants).
- « Robert Mugabe, le pouvoir à tout prix au Zimbabwe » (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2008/03/28/robert-mugabe-le-pouvoir-a-tout-prix-au-zimbabwe\_1028399\_3212.html), article du journal *Le Monde* du 28 mars 2008.
- « Mugabe candidat au despotisme éternel au Zimbabwe » (http://www.rue89.com/2008/03/28/a-84-ans-mugabe-candidat-au-despotisme-eternel-au-zimbabwe), article de Pierre Haski sur Rue89 du 28 mars 2008.
- « Le grenier est vide » (http://www.rfi.fr/actufr/articles/096/article\_59809.asp), article de RFI du 3 décembre 2007.
- « L'opposition du Zimbabwe dénonce des fraudes électorales » (https://fr.news.yahoo.com/rtrs/20080329/tw-zimbabwe-elections-bd5ae06\_1.html), article de Reuters du 29 mars 2008.
- « Tournant au Zimbabwe ? », *Le Monde diplomatique*, 3 avril 2008 (lire en ligne (https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-04-03-Tournant-au-Zimbabwe), consulté le 5 septembre 2020).
- « Le silence sud-africain profite à Mugabe » (http://www.liberation.fr/actualite/monde/334362.FR.php) « Copie archivée » (https://web.archive.org/web/20080626185802/http://www.liberation.fr/actualite/monde/334362.FR.php) (version du 26 juin 2008 sur l'*Internet Archive*), article de *Libération* du 24 juin 2008.
- « Tsvangirai veut un nouveau scrutin » (http://www.lefigaro.fr/international/2008/06/23/01003-20080623ARTFIG00479-le-ton-monte-entre-le-regimezimbabween-et-washington.php), article du *Figaro* du 23 juin 2008.
- « Zimbabwe : le chef de l'opposition salue la déclaration de l'ONU », *Le Monde*, 24 juin 2008 (lire en ligne (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2008/06/24/zimbabwe-morgan-tsvangirai-veut-croire-en-l-efficacite-des-declarations-onusiennes\_1062086\_3212.html)).
- (en) Cris Chinaka, « Zimbabwe's Tsvangirai wins vote : sources » (https://www.reuters.com/article/us-zimbabwe-election/zimbabwes-tsvangirai-wins-vote-sources-idUSL3014494020080430), sur *reuters.com*, 30 avril 2008 (consulté le 5 septembre 2020).
- http://www1.rfi.fr/actufr/articles/102/article\_67767.asp
- Après Nicolae Ceaușescu, il est le second dictateur à se voir retirer cette distinction britannique qu'il avait reçu en 1994.
- Nelson Mandela dénonce « la tragique faillite de leadership au Zimbabwe »

26. « L'Afrique hausse le ton contre Robert Mugabe » (<https://www.letemps.ch/template/international.asp?page=4&article=234921>), article du journal *Le Temps* du 26 juin 2008.
27. « Mandela dénonce la « tragique défaillance de la direction » du Zimbabwe » ([http://afp.google.com/article/ALEqM5h6hNVO7ORDaxO1fpBiT3imEf\\_Y9Q](http://afp.google.com/article/ALEqM5h6hNVO7ORDaxO1fpBiT3imEf_Y9Q)), article de l'AFP du 26 juin 2008.
28. (en) « Mugabe sworn in after Zimbabwe's one-man election » (<http://afp.google.com/article/ALEqM5hPFSNWDwVugGUIMTz6iQL3eXDhtQ>) « Copie archivée » (<https://web.archive.org/web/20080702045410/http://afp.google.com/article/ALEqM5hPFSNWDwVugGUIMTz6iQL3eXDhtQ>) (version du 2 juillet 2008 sur l'*Internet Archive*), AFP, 29 juin 2008.
29. « D'après le droit zimbabwéen, le second tour de la présidentielle est « illégitime » » ([https://www.lemonde.fr/afrique/article/2008/06/25/d-a-pres-le-droit-zimbabween-le-second-tour-de-la-presidentielle-est-illegitime\\_1062826\\_3212.html#ens\\_id=1009994](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2008/06/25/d-a-pres-le-droit-zimbabween-le-second-tour-de-la-presidentielle-est-illegitime_1062826_3212.html#ens_id=1009994)), *Le Monde*, 25 juin 2008.
30. « L'Union africaine compte sur la négociation au Zimbabwe » (<http://www.lefigaro.fr/international/2008/07/01/01003-20080701ARTFIG00009-l-union-africaine-compte-sur-la-negociation-au-zimbabwe.php>), article du *Figaro* du 30 juin 2008.
31. « L'ONU montre les dents » (<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2008/06/30/003-onu-zimbabwe-sanctions.shtml>), article du Radio Canada du 30 juin 2008.
32. « Zimbabwe : la pression se fait plus forte sur Mugabe » (<http://www.liberation.fr/monde/010129859-zimbabwe-la-pression-se-fait-plus-fort-e-sur-mugabe>), *Libération*, 30 juin 2008.
33. « L'Union africaine appelle à « la formation d'un gouvernement d'union nationale » au Zimbabwe » ([https://www.lemonde.fr/afrique/article/2008/07/02/l-union-africaine-appelle-a-la-formation-d-un-gouvernement-d-union-nationale-au-zimbabwe\\_1065234\\_3212.html#ens\\_id=1009994](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2008/07/02/l-union-africaine-appelle-a-la-formation-d-un-gouvernement-d-union-nationale-au-zimbabwe_1065234_3212.html#ens_id=1009994)), article de Reuters et de l'AFP publié dans *Le Monde* du 2 juillet 2007.
34. « Zimbabwe : Robert Mugabe déclaré vainqueur, les résultats contestés », *Le Monde*, 3 août 2013 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/08/03/zimbabwe-l-opposition-va-contester-en-justice-le-resultat-des-elections\\_3457225\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/08/03/zimbabwe-l-opposition-va-contester-en-justice-le-resultat-des-elections_3457225_3212.html))).
35. « "Free, honest and credible": African Union approves Zimbabwe elections » (<http://www.euronews.com/2013/08/02/free-honest-and-credible-african-union-approves-zimbabwe-elections>), sur *euronews*, 2 août 2013.
36. « Zimbabwe : Mugabe a prêté serment » (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/22/97001-20130822FILWWW00254-zimbabwe-mugabe-a-prete-serment.php>), *Le Figaro*, 22 août 2013.
37. « Investi pour un 6<sup>e</sup> mandat, Mugabe fait un pied de nez à l'Occident » ([http://www.liberation.fr/monde/2013/08/22/zimbabwe-mugabe-investi-pour-un-sixieme-mandat\\_926307](http://www.liberation.fr/monde/2013/08/22/zimbabwe-mugabe-investi-pour-un-sixieme-mandat_926307)), *Libération*, 22 août 2013.
38. « Le président du Zimbabwe se débarrasse de ses opposants potentiels » ([https://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/12/09/le-president-du-zimbabwe-limoge-ses-opposants-potentiels\\_4537598\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/12/09/le-president-du-zimbabwe-limoge-ses-opposants-potentiels_4537598_3212.html)), *lemonde.fr*, 9 décembre 2014.
39. Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, déclare : « Quand j'ai entendu parler de la nomination de Robert Mugabe par l'OMS, franchement j'ai cru à un mauvais poisson d'avril ».
40. « Robert L'OMS « annule » la nomination du président Mugabe comme ambassadeur après de vives critiques », *La Libre Belgique*, 22 octobre 2017 (lire en ligne (<http://www.lalibre.be/actu/international/l-oms-annule-la-nomination-du-president-mugabe-comme-ambassadeur-apres-de-vives-critiques-59ec5c29cd70ccab36a670be>), consulté le 22 octobre 2017).
41. Jean-Louis Tremblais, « Zimbabwe, le naufrage d'Ubu roi », *Le Figaro Magazine*, semaine du 24 novembre 2017, page 26.
42. « Grace Mugabe prend l'avantage dans la guerre de succession au Zimbabwe » ([https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/06/grace-mugabe-tente-un-coup-de-force-pour-prendre-la-tete-de-la-succession-au-zimbabwe\\_5210784\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/06/grace-mugabe-tente-un-coup-de-force-pour-prendre-la-tete-de-la-succession-au-zimbabwe_5210784_3212.html)), sur *Le Monde*, 6 novembre 2017 (consulté le 6 décembre 2017).
43. « Zimbabwe : l'armée intervient contre des « criminels » proches de Mugabe » (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/11/15/97001-20171115FILWWW00014-zimbabwe-l-armee-intervientcontre-des-criminels-proches-de-mugabe.php>), *Le Figaro*, 15 novembre 2017.
44. « Le Zimbabwe se réveille dirigé par des militaires » ([https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/15/le-zimbabwe-se-reveille-dirige-par-des-militaires-son-president-mugabe-en-detention\\_5215103\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/15/le-zimbabwe-se-reveille-dirige-par-des-militaires-son-president-mugabe-en-detention_5215103_3212.html)), *Le Monde*, 15 novembre 2017.
45. « Couverture en direct du coup d'État de 2017 » ([https://www.lemonde.fr/afrique/live/2017/11/15/zimbabwe-robert-mugabe-m-a-dit-qu-il-allait-bien-affirme-jacob-zuma\\_5215336\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/live/2017/11/15/zimbabwe-robert-mugabe-m-a-dit-qu-il-allait-bien-affirme-jacob-zuma_5215336_3212.html)), *Le Monde*, 15 novembre 2017.
46. « Zimbabwe. Mugabe résiste aux pressions de l'armée, qui veut l'écarter » (<https://www.ouest-france.fr/monde/zimbabwe/zimbabwe-mugabe-resiste-aux-pressions-de-l-armee-qui-veut-l-ecarter-5382439>), sur *ouest-france.fr*, 16 novembre 2017 (consulté le 16 novembre 2017).
47. (en) « Zimbabwe latest: Thousands celebrate end of Mugabe era » (<https://www.bbc.com/news/world-africa-42035981>), BBC News, 18 novembre 2017.
48. « Zimbabwe : la Zanu-PF destituera Mugabe s'il ne démissionne pas d'ici lundi » (<http://www.europe1.fr/international/zimbabwe-la-zanu-pf-destituera-mugabe-sil-ne-demissionne-pas-dici-lundi-3496775>), sur *Europe 1* (consulté le 19 novembre 2017)
49. (en) « Zimbabwe's Mugabe refuses to resign » (<https://www.bbc.com/news/live/world-africa-42046022>), BBC News, 19 novembre 2017.
50. « Le président Robert Mugabe démissionne » (<http://www.tvanouvelles.ca/2017/11/21/robert-mugabe-demissionne>), *tvouvelles.ca*.
51. (en) « Zimbabwe's President Mugabe resigns » (<https://www.bbc.com/news/world-africa-42071488>), BBC News, 21 novembre 2017.
52. « As it happened: Mugabe resigns » (<https://www.bbc.com/news/live/world-africa-42063744>), sur *BBC News* (consulté le 21 novembre 2017).
53. Le Figaro.fr avec AFP, « Zimbabwe: Mnangagwa investi président vendredi », *Le Figaro*, 22 novembre 2017 (lire en ligne (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/11/22/97001-20171122FILWWW00090-zimbabwe-mnangagwa-investi-president-vendredi.php>)).
54. « Zimbabwe : un ex-ministre mis en examen » (<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/11/25/97001-20171125FILWWW00123-zimbabwe-u-n-ex-ministre-mis-en-examen.php>), sur *Le Figaro* (consulté le 26 novembre 2017).
55. Rédaction Europe1.fr avec AFP, « Zimbabwe : le nouveau président Mnangagwa rend hommage au "père de la nation" Mugabe » (<https://www.europe1.fr/international/zimbabwe-le-nouveau-president-mnangagwa-rend-hommage-au-pere-de-la-nation-mugabe-3501950>), sur *europe1.fr*, 24 novembre 2017 (consulté le 5 septembre 2020).
56. « Zimbabwe: le nouveau régime décrète jour férié l'anniversaire de Mugabe » ([http://www.lepoint.fr/insolite/zimbabwe-le-nouveau-regime-decrete-jour-ferie-l-anniversaire-de-mugabe-27-11-2017-2175462\\_48.php](http://www.lepoint.fr/insolite/zimbabwe-le-nouveau-regime-decrete-jour-ferie-l-anniversaire-de-mugabe-27-11-2017-2175462_48.php)), sur *lepoint.fr*, 27 novembre 2017 (consulté le 27 novembre 2017)
57. « Zimbabwe : l'ex-président Mugabe qualifie dans un entretien son départ de "coup d'Etat" » (<http://www.europe1.fr/international/zimbabwe-l-ex-president-mugabe-qualifie-dans-un-entretien-son-depart-de-coup-detat-3600365>), sur *Europe 1* (consulté le 16 mars 2018)
58. « Mugabe: "Mnangagwa est dans l'illégalité" » (<http://www.bbc.com/afrique/region-43429503>), sur *BBC News Afrique* (consulté le 30 mai 2018)
59. « Robert Mugabe devra s'expliquer sur la disparition de 15 milliards de dollars en diamants » ([https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/20/robert-mugabe-devra-s-expliquer-sur-la-disparition-de-15-milliards-de-dollars-en-diamants\\_5288357\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/20/robert-mugabe-devra-s-expliquer-sur-la-disparition-de-15-milliards-de-dollars-en-diamants_5288357_3212.html)), sur *Le Monde*, 20 avril 2018 (consulté le 10 mai 2018)
60. « Diamants au Zimbabwe: la convocation de Mugabe devant le Parlement reportée — La Libre Afrique » (<https://afrique.lalibre.be/18868/diamants-au-zimbabwe-la-convocation-de-mugabe-devant-le-parlement-reportee/>), sur *La Libre Afrique* (consulté le 10 mai 2018)

61. Le Point, magazine, « Elections au Zimbabwe: Robert Mugabe souhaite la défaite de son ancien parti » ([http://www.lepoint.fr/monde/elections-au-zimbabwe-robert-mugabe-souhaite-la-defaite-de-son-ancien-parti-29-07-2018-2239964\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/elections-au-zimbabwe-robert-mugabe-souhaite-la-defaite-de-son-ancien-parti-29-07-2018-2239964_24.php)), sur *Le Point* (consulté le 29 juillet 2018)
62. <https://www.voaafrique.com/a/les-deux-dernieres-annees-de-mugabe-ou-la-lente-fin-d-un-desposte-amer/5079056.html>
63. Jean-Philippe Rémy, « Robert Mugabe, une mort solitaire loin du Zimbabwe », *Le Monde*, 6 septembre 2019 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2019/09/06/robert-mugabe-une-mort-solitaire-loin-du-zimbabwe\\_5507092\\_3382.html](https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2019/09/06/robert-mugabe-une-mort-solitaire-loin-du-zimbabwe_5507092_3382.html)), consulté le 6 septembre 2019).
64. Édouard Pflimlin, *Robert Mugabe, ancien président du Zimbabwe, est mort*, *Le Monde*, 6 septembre 2019 ([https://www.lemonde.fr/international/article/2019/09/06/robert-mugabe-ancien-president-du-zimbabwe-est-mort\\_5507020\\_3210.html?](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/09/06/robert-mugabe-ancien-president-du-zimbabwe-est-mort_5507020_3210.html?))
65. « L'ancien président du Zimbabwe Robert Mugabe est mort à 95 ans » ([https://mobile.francetvinfo.fr/monde/afrique/zimbabwe/l-ancien-president-du-zimbabwe-robert-mugabe-est-mort-a-95-ans\\_3605457.html](https://mobile.francetvinfo.fr/monde/afrique/zimbabwe/l-ancien-president-du-zimbabwe-robert-mugabe-est-mort-a-95-ans_3605457.html)), 6 septembre 2019
66. « Zimbabwe : Robert Mugabe « souffrait d'un cancer à un stade avancé » » (<https://www.jeuneafrique.com/833643/politique/zimbabwe-robert-mugabe-souffrait-dun-cancer-a-un-stade-avance/>), sur *JeuneAfrique.com*, 24 septembre 2019 (consulté le 26 septembre 2019)
67. Le Point, magazine, « Libérateur et dictateur du Zimbabwe, Robert Mugabe est mort » ([https://www.lepoint.fr/monde/libérateur-et-dictateur-du-zimbabwe-robert-mugabe-est-mort-06-09-2019-2334061\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/libérateur-et-dictateur-du-zimbabwe-robert-mugabe-est-mort-06-09-2019-2334061_24.php)), sur *Le Point* (consulté le 6 septembre 2019)
68. Le Point, magazine, « Le corps de Robert Mugabe quitte Singapour pour le Zimbabwe » ([https://www.lepoint.fr/monde/le-corps-de-mugabe-quitte-singapour-pour-le-zimbabwe-11-09-2019-2335006\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/le-corps-de-mugabe-quitte-singapour-pour-le-zimbabwe-11-09-2019-2335006_24.php)), sur *Le Point* (consulté le 11 septembre 2019)
69. « La dépouille de Robert Mugabe rapatriée au Zimbabwe pour des funérailles nationales » (<https://www.france24.com/fr/20190911-depouille-mugabe-zimbabwe-funerailles-nationales>), sur *France 24* (consulté le 12 septembre 2019)
70. Le Point, magazine, « Zimbabwe: Mugabe sera finalement enterré avec les "héros" de la nation à Harare » ([https://www.lepoint.fr/monde/l-ex-president-mugabe-sera-finalement-entere-avec-les-heros-de-la-nation-13-09-2019-2335515\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/l-ex-president-mugabe-sera-finalement-entere-avec-les-heros-de-la-nation-13-09-2019-2335515_24.php)), sur *Le Point* (consulté le 13 septembre 2019)
71. Le Point, magazine, « Zimbabwe: Mugabe sera finalement enterré plus tard, avec les "héros" de la nation » ([https://www.lepoint.fr/monde/l-ex-president-mugabe-sera-finalement-entere-avec-les-heros-de-la-nation-13-09-2019-2335515\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/l-ex-president-mugabe-sera-finalement-entere-avec-les-heros-de-la-nation-13-09-2019-2335515_24.php)), sur *Le Point* (consulté le 14 septembre 2019)
72. Le Point, magazine, « Zimbabwe: l'ex-président Robert Mugabe enterré dans son village (AFP) » ([https://www.lepoint.fr/monde/zimbabwe-l-ex-president-robert-mugabe-entere-dans-son-village-afp-28-09-2019-2338307\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/zimbabwe-l-ex-president-robert-mugabe-entere-dans-son-village-afp-28-09-2019-2338307_24.php)), sur *Le Point* (consulté le 28 septembre 2019)
73. « Photographie : bienvenue en enfer, dans le Zimbabwe de Robert Mugabe ! – Jeune Afrique », *Jeune Afrique*, 17 janvier 2013 (lire en ligne (<http://www.jeuneafrique.com/138699/societe/photographie-bienvenue-en-enfer-dans-le-zimbabwe-de-robert-mugabe/>), consulté le 5 septembre 2020).
74. François Bernard, « Débat du jour - Robert Mugabe, 90 ans : quel bilan ? » (<http://www.rfi.fr/emission/20140220-sitent-femen-mouvance-feministe>), sur *rfi.fr*, 20 février 2014 (consulté le 5 septembre 2020).
75. « Quel bilan tirer des 37 ans de règne de Robert Mugabe au Zimbabwe? - Radio - Play RTS » (<https://www.rts.ch/play/radio/la-matinale/au-dio/quel-bilan-tirer-des-37-ans-de-regne-de-robert-mugabe-au-zimbabwe?id=9107535&station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da>), sur *Play RTS* (consulté le 5 septembre 2020).
76. Caroline Dumay, « Investi président, Emerson Mnangagwa hérite d'un Zimbabwe en ruine », *Le Figaro*, samedi 25 / dimanche 26 novembre 2017, page 10.
77. « Zimbabwe : Robert Mugabe, l'homme qui n'aimait pas les Blancs (et inversement) – Jeune Afrique », *Jeune Afrique*, 16 mars 2015 (lire en ligne (<http://www.jeuneafrique.com/227844/politique/zimbabwe-robert-mugabe-l-homme-qui-n-aimait-pas-les-blancs-et-inversement/>), consulté le 5 septembre 2020).
78. Axel Gylden, « Le seigneur du Zimbabwe » ([http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/le-saigneur-du-zimbabwe\\_477039.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/le-saigneur-du-zimbabwe_477039.html)), *L'Express*, 2 mai 2007.
79. « Robert Mugabe refuses to give up » ([http://www.economist.com/research/articlesBySubject/PrinterFriendly.cfm?story\\_id=11020424](http://www.economist.com/research/articlesBySubject/PrinterFriendly.cfm?story_id=11020424)), article de *The Economist* du 10 avril 2008.
80. « Au Zimbabwe, les fermiers blancs prennent leur revanche sur Mugabe / Slate Afrique » (<http://www.slateafrique.com/651393/fermiers-blancs-zimbabwe>), sur *Slate Afrique* (consulté le 5 septembre 2020).
81. Résolution du Parlement européen sur la situation au Zimbabwe ([http://www.europarl.europa.eu/pv2/pv2?PRG=CALDOC&TPV=PROV&FILE=010906&TXLST=1&POS=1&LASTCHAP=1&SDOCTA=13&Type\\_Doc=FIRST&LANGUE=FR](http://www.europarl.europa.eu/pv2/pv2?PRG=CALDOC&TPV=PROV&FILE=010906&TXLST=1&POS=1&LASTCHAP=1&SDOCTA=13&Type_Doc=FIRST&LANGUE=FR)).
82. « WikiLeaks : comment Mugabe s'est accroché au pouvoir » (<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAWEB20101221105237/nu-zimbabwe-election-robert-mugabewikileaks-comment-mugabe-s-est-accroche-au-pouvoir.html>), *Jeune Afrique*, 21 décembre 2010.
83. (en) « ZANU-PF REPORTEDLY INTERESTED IN DEAL WITH MDC » (<https://www.wikileaks.ch/cable/2000/09/00HARARE5461.html>), WikiLeaks, 27 septembre 2000.
84. (en) « The man behind the fist » ([http://www.economist.com/displaystory.cfm?story\\_id=8922493](http://www.economist.com/displaystory.cfm?story_id=8922493)), *The Economist*, 31 mars 2007.
85. « « Robert Mugabe, très populaire » - BBC Afrique » ([http://www.bbc.com/afrique/region/2015/10/151007\\_zimbabwe\\_mugabe](http://www.bbc.com/afrique/region/2015/10/151007_zimbabwe_mugabe)).
86. « La popularité paradoxale de Robert Mugabe - Hebdo - RFI » (<http://www.rfi.fr/hebdo/20150206-union-africaine-zimbabwe-popularite-paradoxale-robert-mugabe-idees>), sur *rfi.fr*, 6 juin 2015 (consulté le 12 mai 2016).
87. « Mugabe : itinéraire d'un héros devenu dictateur » ([https://www.lemonde.fr/afrique/video/2015/02/21/mugabe-itineraire-d-un-heros-devenu-dictateur\\_4580983\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/video/2015/02/21/mugabe-itineraire-d-un-heros-devenu-dictateur_4580983_3212.html)) sur *lemonde.fr* du 21 février 2015.
88. « How to Show a Dictator the Door » (<https://www.nytimes.com/2008/04/27/weekinreview/27bowley.html>) sur *nytimes.com* du 27 avril 2007.
89. « Les 10 présidents les plus détestés d'Afrique » (<http://www.slateafrique.com/87343/les-10-presidents-les-plus-detestes-afrique>), *slateafrique.com*, 26 février 2014.
90. « À la tête de l'Union africaine, Robert Mugabe en profite pour plaider ses causes dans le monde entier - JeuneAfrique.com » (<http://www.jeuneafrique.com/230239/politique/la-t-te-de-l-union-africaine-robert-mugabe-en-profite-pour-plaider-ses-causes-dans-le-monde-entier/>), 24 avril 2015.
91. « Les Zimbabwéens meurent de faim parce qu'ils ne veulent pas manger de riz ou de patates » ([http://www.lepotentiel.com/afficher\\_article.php?id\\_edition=&id\\_article=14384](http://www.lepotentiel.com/afficher_article.php?id_edition=&id_article=14384)), *Potentiel*, 20 septembre 2005.
92. <http://www.cameroonvoice.com/news/news.rcv?id=11456>.
93. <http://www.camer.be/index1.php?art=27933&rub=11:1>.
94. (en) « Mugabe chides homosexuals again » (<https://www.newsday.co.zw/2013/07/25/mugabe-chides-homosexuals-again/>), sur *NewsDay (Zimbabwe)* (consulté le 5 septembre 2020).
95. <http://www.lynxtogo.info/oeil-du-lynx/afrique/4064-apres-yaya-jammeh-mugabe-promet-lenfer-aux-homosexuels.html>.
96. [http://www.huffingtonpost.com/2013/07/26/mugabe-zimbabwe-behead-gays\\_n\\_3659454.html](http://www.huffingtonpost.com/2013/07/26/mugabe-zimbabwe-behead-gays_n_3659454.html).

97. Claude Tadjon, « Zimbabwe : Mugabé quitte le Commonwealth » (http://fr.allafrica.com/stories/200312090621.html), *All Africa*, 9 décembre 2003.
98. « Union européenne : une enveloppe de 234 millions d'euros pour le Zimbabwe - JeuneAfrique.com » (http://www.jeuneafrique.com/32586/politique/union-europ-ene-une-enveloppe-de-234-millions-d-euros-pour-le-zimbabwe/), 16 février 2015.
99. Georges Abou, « Washington fait monter la pression » (http://www.rfi.fr/actufr/articles/061/article\_33389.asp), *RFI*, 20 janvier 2005.
100. « Dernier sommet africain du mandat de Jacques Chirac », article de Natalie Nougayrède et Jean-Pierre Tuquoi dans *Le Monde* du 15 février 2007.
101. « Assommés par un taux d'inflation de 1600 %, les Zimbabweéens tentent de survivre ou émigrent ». Au sein de son parti la ZANU-PF, la guerre de succession fait rage et des noms pour l'après Mugabe commencent à circuler. Article de Fabienne Pompey dans *Le Monde* du 16 février 2007.
102. « L'opposition ne cesse de se développer dans un pays où l'inflation a dépassé le record du monde, avec un taux de 1 730 % », article du Monde.fr avec AFP du 13 mars 2007 à 13 h 32.
103. Jean-Philippe Rémy, « Robert Mugabe, une mort solitaire loin du Zimbabwe », *Le Monde*, 6 septembre 2019 (lire en ligne (https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2019/09/06/robert-mugabe-une-mort-solitaire-loin-du-zimbabwe\_5507092\_3382.html), consulté le 6 septembre 2019)
104. (en) Peta Thornycroft, « 'Hitler' Mugabe launches revenge terror attacks » (https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianoc/2003/03/26/Hitler-Mugabe-launches-revenge-terror-attacks.html), *Telegraph*, 26 mars 2003.
105. https://www.unicef.org/french/infobycountry/zimbabwe\_statistics.html.
106. (en) « Zimbabwe leads in Africa literacy race » (http://www.nation.co.ke/News/africa/-/1066/957938/-/11jmoiez/-/index.html), sur *Daily Nation* (consulté le 12 mai 2016).
107. « Zimbabwe : le nouveau régime décrète jour férié l'anniversaire de Mugabe » (http://www.lepoint.fr/insolite/zimbabwe-le-nouveau-regime-decrete-jour-ferie-l-anniversaire-de-mugabe-27-11-2017-2175462\_48.php), sur *lepoint.fr*, 27 novembre 2017 (consulté le 27 novembre 2017).
108. « Zimbabwe : l'ancien président Robert Mugabe déclaré "héros national" » (https://mobile.francetvinfo.fr/monde/afrique/zimbabwe/zimbabwe-l-ancien-president-robert-mugabe-declare-heros-national\_3606197.html#xtref=https://www.google.com/), sur *mobile.francetvinfo.fr*, 6 septembre 2019 (consulté le 7 septembre 2019).

## Voir aussi

### Bibliographie

- (en) Abiodun Alao, *Mugabe and the politics of security in Zimbabwe*, McGill-Queen's University Press, Montréal, 2012, 293 p. (ISBN 978-0-7735-4044-6).
- (en) Daniel Compagnon, *Predictable tragedy: Robert Mugabe and the collapse of Zimbabwe*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia, 2011, 333 p. (ISBN 978-0-8122-2289-0).
- (en) Peter Godwin, *The fear: the last days of Robert Mugabe*, Picador, Londres, 2011 (éd. rev.), 353 p. (ISBN 978-0-330-50777-6).
- (fr) Peter Godwin, *Quand un crocodile mange le soleil*, Fayard, 2008.
- (en) Heidi Holland, *Dinner with Mugabe: the untold story of a freedom fighter who became a tyrant*, Penguin Books, Johannesburg, New York, 2008, 250 p. (ISBN 978-0-14-302557-3).
- (fr) René-Jacques Lique, *Mugabe, Robert Gabriel : « souillure » or not « souillure » ?*, L'Harmattan, Paris, 2010, 460 p. (ISBN 978-2-296-10446-4).
- (en) Paul Moorcraft, *Mugabe's war machine: saving or savaging Zimbabwe?*, Pen & Sword, South Yorkshire, 2011, 208 p. (ISBN 978-1-8488-4410-0).

### Liens externes

- Notices d'autorité : Fichier d'autorité international virtuel (http://viaf.org/viaf/19617) · International Standard Name Identifier (http://isni.org/isni/0000000078292673) · Bibliothèque nationale de France (http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb119518966) (données (http://data.bnf.fr/ark:/12148/cb119518966)) · Système universitaire de documentation (http://www.idref.fr/070292787) · Bibliothèque du Congrès (http://id.loc.gov/authorities/n80102736) · Gemeinsame Normdatei (http://d-nb.info/gnd/11878529X) · Bibliothèque nationale d'Espagne (http://catalogo.bne.es/uhtbin/authoritybrowse.cgi?action=display&authority\_id=XX4783883) · Bibliothèque royale des Pays-Bas (http://data.bibliotheken.nl/id/thes/p147766001) · Bibliothèque nationale de Pologne (http://mak.bn.org.pl/cgi-bin/KHW/makwww.exe?BM=01&IM=05&TX=&NU=01&WI=A27205605) · Bibliothèque universitaire de Pologne (http://nukat.edu.pl/aut/n%202003093944) · Bibliothèque nationale de Suède (http://libris.kb.se/auth/220684) · Bibliothèque nationale tchèque (http://aut.nkp.cz/xx0002136) · WorldCat Id (https://www.worldcat.org/identities/lccn-n80102736) · WorldCat (http://www.worldcat.org/identities/lccn-n80-102736)

Ce document provient de « https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Robert\_Mugabe&oldid=185812512 ».

La dernière modification de cette page a été faite le 26 août 2021 à 11:47.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

Politique de confidentialité

À propos de Wikipédia

Avertissements

Contact

Développeurs

[Détails](#)

[Statistiques](#)

[Déclaration sur les témoins \(cookies\)](#)